

Union
syndicale
Solidaires



**Convoi Solidaire
à Lavrio**

du 21 au 30 octobre 2018

**Bilan de la délégation
en solidarité avec le mouvement Kurde**

Pour poursuivre la réflexion sur le mouvement Kurde, n'hésitez pas à vous procurer le travail de la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires sur le Kurdistan:

La revue Kurdistan



Kurdistan, revue internationale Solidaires n°12, Syllepse, 2018.

Engagée syndicalement sur le Kurdistan depuis plusieurs années, la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires a ici regroupé des textes de ses militant.e.s, de groupes avec lesquels ils/elles travaillent et de chercheurs internationaux sur la question.

SOMMAIRE

Introduction :	
Un convoi solidaire vers le camp de Lavrio	3
Les rencontres :	
Lavrio, camp d'exilé.e.s autogéré	4
L'expérience de la non mixité	8
Les syndicalistes et militant.e.s exilé.e.s	9
Centres de santé autogérés à Athènes	11
Bilan	12
Notes de lecture	13
Inventaire des dons matériels	14

La brochure sur le syndicalisme en Turquie et dans le mouvement kurde

En mars 2015, une délégation en soutien au mouvement kurde de Solidaires Etudiant-e-s, accompagnée d'un camarade de Sud Rail, s'est rendue en Turquie, où elle a eu l'occasion de rencontrer des syndicats. C'est à partir de ces rencontres que nous vous proposons un point sur le syndicalisme en Turquie, et plus spécifiquement au sein du mouvement kurde.



Inventaire du matériel amené à Lavrio

3 machines à laver
3 gazinières
10 radiateurs
1 plaque électrique
1 évier avec des plaques électriques
2 réfrigérateurs
3 fours électriques
1 fauteuil de dentiste
2 cartons de dentifrices
300 draps
70 couvertures
36 duvets
19 sacs de vêtements et chaussures

médicaments d'urologie : commande spéciale de Lavrio pour une petite fille

2 tonnes de nourriture ont été achetée et livrée sur place avec les dons financiers recueillis avant le départ.



Un convoi solidaire vers le camp de Lavrio

L'expérimentation sociale et politique pensée par le mouvement Kurde et réalisée notamment au Rojava (nord de la Syrie), son implication dans le mouvement social et le syndicalisme en Turquie, interpellent notre organisation syndicale Solidaires, soucieuse de construire des liens internationalistes contre le capitalisme et pour l'autodétermination des peuples¹.

Dans ce cadre, du 21 au 30 octobre 2018, une délégation Solidaires (constituée de syndiqué.e.s de Sud Education 31-65 et 93), a été mandatée pour un convoi de matériel à destination du camp autogéré de réfugié.e.s kurdes de Lavrio (Grèce). Co-organisé avec des syndicalistes de la CGT Energie et le Centre démocratique kurde de France (CDKF), le convoi a été également rejoint par un représentant des Amitiés kurdo-bretonnes.

Le camp de Lavrio, c'est quoi ?

Depuis 35 ans, le camp de Lavrio accueille des exilé.e.s politiques du Kurdistan, de Turquie et plus récemment des familles fuyant la guerre en Syrie. En juillet 2017, le gouvernement grec, sous pression de la Turquie, a cessé tout soutien au camp. Si en décembre 2017 la population était aux alentours de 300 personnes, depuis l'attaque de la Turquie sur Afrin de nombreuses familles sont arrivées. Aujourd'hui, le camp abrite près de 600 personnes dont au moins une cinquantaine d'enfants de moins de 3 ans. Avec le durcissement des lois européennes sur l'immigration², les exilé.e.s restent bloqué.e.s des mois, voire des années en Grèce.

Pourquoi un convoi ?

Le convoi est un moyen de renforcer nos liens internationalistes. Au delà de l'aspect matériel et humanitaire, ce convoi poursuit un objectif politique de solidarité en apportant notre soutien aux forces progressistes kurdes et turques en exil, en dénonçant la répression à l'œuvre en Turquie et les attaques du régime turc sur le nord de la Syrie, et lutte contre les lois immigrations en Europe. Deux camionnettes ont ainsi été affrétées pour livrer du matériel demandé par les habitants du camps et sur place, ont servi à acheter et livrer deux tonnes de nourriture avec les dons financiers recueillis avant le départ. Parallèlement à cela, des rencontres politiques ont été organisées autour de différentes thématiques : l'autogestion dans le camp et le confédéralisme démocratique, les luttes syndicales en Turquie ou encore les luttes des femmes.



Partie de volley-ball dans la cour du camp de Lavrio

Planté haut sur un mât, le drapeau des hauts de deux étages évoquant un Lavrio située à environ 40 kms au l'Etat grec a construit, en 1947, un Après la fermeture de la mine ce communiste. Depuis 1989, ils ont été longtemps bénéficié d'un statut de Nations Unies pour les Réfugiés). L civile et l'aide humanitaire et le « internationale y menait une action et le camp a perdu son statut initial, et institutionnelle et autogéré par sa kurde en exil.

Les lieux

Le bâtiment initial peut abriter jusqu'à 400 personnes, familles et célibataires. Ce bâtiment devient vétuste, le béton s'effrite, la plomberie et l'électricité sont dégradées, voire dangereuses et la chaufferie collective est désormais inutilisable. La municipalité de Lavrio s'oppose à tous travaux de rénovation car elle souhaite récupérer le bâtiment pour y construire un ensemble immobilier touristique, le port de plaisance n'étant qu'à quelques dizaines de mètres. Début 2014, face à l'afflux de réfugiés, la ville a aménagé, sur un bout du terrain de la décharge municipale de déchets végétaux, un nouveau camp avec 30 « containers-bungalows » pouvant accueillir 150 personnes, essentiellement des familles, en l'entourant ensuite d'une nouvelle décharge, cette fois d'encombrants et de déchets mobiliers, afin d'empêcher une extension avec des tentes. Les bâtiments sont désormais coincés entre les décharges de végétaux et d'encombrants. En 2016, le Camp a récupéré 5 logements dans le bâtiment dit « des Afghans » qui jouxte le bâtiment principal. Ce bâtiment abrite 5 familles syriennes venant d'Afrin et 25 Afghans. Il faut donc désormais parler de Camp (avec un C majuscule) pour désigner cet ensemble de lieux d'hébergement.

Par ailleurs, le mouvement kurde s'occupe également de 6 logements dans le squat du City Plaza Hôtel et de 12 appartements dans le squat de la cité de Profigika (300 logements autogérés) à Athènes accueillant environ 120 personnes, principalement des hommes célibataires. **La capacité d'accueil de tous ces lieux réunis est d'environ 800 personnes.**

En été la population diminue à cause des départs. En effet la Grèce ne constitue pour tous ces migrants qu'une étape vers l'Europe du nord (dans l'ordre des priorités : Allemagne, France, Grande Bretagne et Suède). Ces départs sont plus faciles en été car il est plus aisé de se mêler à la population touristique.



Le camp des "containers-bungalow"

Notes de lecture

1. L'Union syndicale Solidaires soutient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et travaille à créer des liens internationalistes entre travailleurs/euses. Les Kurdes étant particulièrement touché.e.s par des politiques de discrimination et de répression, un groupe de travail au sein de la commission internationale de Solidaires travaille sur la question et fait vivre ces liens à travers de nombreuses initiatives de solidarité. **L'ensemble de ces actions et des réflexions sur le sujet sont présentées dans le n°12 de la revue Solidaires International. Kurdistan : écologie, "jineoloji", syndicalisme. Solidaires International. n°12, Syllepse, 2018.**

2. La loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie a été adoptée définitivement par l'Assemblée nationale le 1er août 2018. C'est un texte dangereux qui consacre une véritable chute de droits pour les personnes étrangères. C'est une émanation de la volonté toujours plus forte de l'Europe de fermer ses frontières. Ce texte mobilise contre lui un large front syndical, car il met en péril le droit d'asile et les garanties qui lui sont attachées.

3. PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan interdit et considéré comme "terroriste". Fondé dans les années 1970, aux origines d'obédience tiers-mondiste et maoïste, s'est reconverti en 2005, sous l'impulsion de son leader Abdullah Öcalan, dans le "confédéralisme démocratique" inspiré des idées du municipalisme libertaire Murray Bookchin. Après des années noires, il est aujourd'hui la force montante du mouvement kurde qu'il influence fortement.

4. Au sujet du confédéralisme démocratique, voir notamment la présentation faite dans la revue Solidaires International. *Kurdistan : écologie, "jineoloji", syndicalisme. Solidaires International. n°12 Automne 2018.*

5. CDK : Conseil Démocratique Kurde : Réseau qui regroupe et fédère les associations de la diaspora Kurde à travers le monde. En France par exemple le CDK-F est une structure qui regroupe et fédère 24 associations de la diaspora kurde.

6. MKP : Parti communiste maoïste de la Turquie et du Kurdistan nord.

7. MLKP : Parti communiste marxiste léniniste turc, pro-Kurde, créé en 1994.

8. HDP : Parti Démocratique des Peuples, créé en 2012. Parti dans lequel sont coalisés plusieurs partis de gauche, mais qui regroupe aussi des individu-e-s. Il est issu du mouvement politique kurde, mais rassemble aussi d'autres "minorités" et des turcs.

9. Voir notamment **la brochure sur Le syndicalisme en Turquie et dans le mouvement kurde**, réalisée 2015, par une délégation en soutien au mouvement kurde de Solidaires Etudiant-e-s, accompagnée d'un camarade de Sud Rail.

BILAN

Le mouvement kurde est un acteur important des luttes sociales. Luttes contre les Etats-nations, le capitalisme et le patriarcat. Luttes pour l'autogestion, le respect des identités et des cultures de chacun.e, le droit des femmes, l'écologie et l'égalité sociale.

La délégation composée de "novices" sur la question a ainsi pu en prendre la mesure et, par son travail, contribue à alimenter les réflexions sur le sujet au sein de notre organisation syndicale Solidaires.

Cette action de solidarité à destination du camp autogéré de Lavrio a permis de renforcer et poursuivre nos liens de solidarité internationalistes avec le mouvement kurde.

A ce jour, poursuivre ce lien de solidarité ne passe pas forcément par le renouvellement de ce convoi, ou le fait d'envoyer régulièrement des fonds financiers ou matériel. Il s'agit par contre de mener des actions qui visibilisent les luttes du mouvement Kurde et de faire vivre la solidarité avec les Kurdes de France.

En ce sens, à son retour, la délégation a veillé à témoigner de son expérience (émission radio *La lutinerie* sur radio mon pays, publication d'articles pour la revue de Solidaires *Les utopiques*, ou pour le journal de la fédération Sud Education).

Ce convoi a également permis à Solidaires 31 de nouer des liens militants avec le CDK de Toulouse, qui a d'ailleurs participé à la collecte de matériel. Les organisations sont désormais régulièrement en contact. Outre ces liens militants, des cours de FLE sont désormais dispensés aux camarades du CDK par des militant.e.s de Sud Education 31.

Ces liens et ces échanges prouvent comme les autres actions engagées par la commission internationale et le groupe biji que le syndicalisme est un cadre pertinent pour favoriser les rencontres du mouvement social international.

Vive les luttes du peuple kurde, vive la solidarité internationale !

Lavrio, camp d'exilé.e.s autogéré

du PKK³ flotte au vent au dessus d'un corps de bâtiments
1 vieux lycée désaffecté dans la petite ville balnéaire de
sud d'Athènes. En plein centre ville, à deux pas du port,
e cité ouvrière pour des travailleurs de la mine d'argent.
te cité a accueilli des réfugiés russes fuyant le régime
té remplacés par des exilé.e.s turcs et kurdes. Ce camp a
camp de réfugiés de l'UNHCR (Haut Commissariat des
l a été financé par l'Union européenne pour la protection
« Catholic Relief Service » américain. La Croix Rouge
ermanente. Sur la pression de l'Etat turc, en juillet 2017,
pour ne devenir qu'un camp de transit sans aucune aide
opulation avec l'aide de cadres politiques du mouvement



Camp de Lavrio

L'autogestion du camp, selon le Confédéralisme Démocratique

La mise en oeuvre de l'autogestion du camp se fait selon les principes du confédéralisme démocratique. Expérimenté à l'heure actuelle au Rojava (Kurdistan ouest), le confédéralisme démocratique est un modèle social, politique et économique d'auto-administration de plusieurs peuples. Le système place l'autonomie démocratique au centre de tout : la population s'organise elle-même directement, sans Etat, sous la forme de communes et crée des conseils⁴. A Lavrio, un congré réunissant l'ensemble des habitant.e.s a lieu chaque année. A cette occasion une Assemblée Populaire d'une cinquantaine de personnes est élue. Cette assemblée s'organise ensuite en différentes commissions, avec des représent.e.s élu.e.s. Puis un comité général de trois personnes issues de cette assemblée coordonne le tout. Mais Lavrio est un camp de transit, lors des départs vers l'Europe, il arrive que les responsables partent, et alors ils/elles sont remplacé.e.s sans élections comme en témoigne un cadre du PKK en responsabilité dans le camp.

Les commissions au sein de la structure de Lavrio :

Chaque commission désigne un responsable, porte parole des problématiques rencontrées et chargé de faire le lien entre les différentes commissions et l'assemblée populaire ou le comité général. Il y a également des commissions qui peuvent être temporaires comme la commission « culture » ou la commission « enfants ». Au camp nous avons rencontré :

- Commission femmes : des réunions non mixtes sont généralement organisées pour discuter de problèmes propres aux femmes.
- Commission jeunesse : s'occupe de l'organisation des manifestations.
- Commission dépôt : pour la gestion de la nourriture. Elle est chargée d'attribuer les quantités de nourriture et la distribution alimentaire a lieu tous les mercredis.
- Commission sécurité (notamment vers l'extérieur) : des tours de veilles aux abords du camp sont mis en place de minuit à 8h du matin.
- Commission interne : elle fait le tour des familles, des chambres, elle recueille les problèmes.
- Commission technique et logistique

Le responsable général : il est en lien avec le CDK⁵ Grèce pour l'accueil des nouveaux-elles arrivant.e.s. Il mène une enquête sur la/les personne-s qui souhaite-nt être accueillie.s.

La chambre : la plus petite unité décisionnelle

Les chambres du bâtiment en dur font de 12 à 25 m². Leur attribution dépend du nombre de personnes qu'il y a dans la famille, donc du nombre d'enfants. Une attention est également portée aux malades, notamment aux conditions de la chambre (humidité). Le camp de containers accueille principalement des familles, même si quelques hommes seuls peuvent occuper des tentes.

Les chambres des célibataires, composées de 8 lits, s'auto-organisent. Elles désignent : un porte-parole, un trésorier qui collecte entre 5 et 10 euros par personne par semaine pour faire les courses pour la chambre, généralement au marché près du camp. Une réunion hebdomadaire est organisée. Elle permet d'évoquer les problèmes de la gestion quotidienne – qui prépare le petit déjeuner, qui nettoie la chambre – et désamorce les conflits qui ne manquent pas de surgir dans la promiscuité, et l'inactivité forcée. Mais c'est aussi un espace de dialogue important pour les exilé.e.s qui peuvent y exprimer leurs doutes, leur mal être, demander du soutien aux autres. Les femmes seules habitent au 2ème étage qui leur est dédié.

Tous les porte-paroles des chambres se réunissent tous les 15 jours. Elles/ils sont habilité.e.s à prendre des décisions et résoudre les problèmes rencontrés de façon

autonomes. Si le conflit n'est pas résolu la coordination générale intervient.

Les chambres ne comportent pas de lieux d'hygiène. Il y a des toilettes collectives à chaque étage. Les douches sont dans un container installé dans la cour. Pour se doucher, des tours sont mis en place : les femmes ont accès aux douches de 8h à 14 h et les hommes de 14h à minuit.

Une distribution alimentaire à lieu chaque mercredi au dépôt, pour laquelle il n'est pas tenu compte des revenus mais seulement du nombre de personnes du ménage. Les drogues et l'alcool sont interdits. Cela pour éviter les bagarres dans la structure.

Au sein de la structure de Lavrio, il n'y a pas que les exilé.e.s membres ou sympathisant.e.s du PKK, il y a aussi le MKP⁶, le MLKP⁷. Chaque parti politique gère son mouvement, des chambres leur étant attribuées accueillant leurs militant.e.s de manière prioritaire. Le dépôt est commun à toutes et tous.

Au sujet des religions, les habitant-es de la structure de Lavrio disent ne pas avoir de discussions particulières à ce sujet, chacun-e pratique sa religion dans son espace, dans sa chambre.

Relations avec l'extérieur

Suite à la fermeture du dispensaire de la Croix Rouge, le Camp a mis en place une infirmerie gérée par un exilé installé depuis longtemps en Grèce et vivant en dehors du camp, qui garde des liens avec l'hôpital de Lavrio, ce qui permet l'intervention militante de médecins de l'hôpital. Par ailleurs, le centre communautaire autogéré de santé d'Adye du quartier d'Exarcheia à Athènes vient tous les 15 jours assurer des consultations. Cela fonctionne tant bien que mal à cause de l'insuffisance de petit matériel et de médicaments.

Des enfants sont scolarisés dans les classes ordinaires de Lavrio, désormais en nombre restreint à cause de la fermeture des classes d'intégration.

Malgré que cela leur soit interdit, certains réfugiés travaillent clandestinement en particulier dans l'agriculture. D'autres vont à la pêche et plusieurs jardins potagers ont été créés.

Si les besoins en épicerie de base sont à peu près couverts grâce à des associations

Centres de santé autogérés à Athènes

Depuis la crise économique de 2008, le système de santé a été attaqué par d'importantes coupes budgétaires, privant ainsi des milliers de personnes de soins. Face à cette situation des structures solidaires, gratuites et autogérées se sont multipliées. La délégation a rencontré deux centres de soins à Athènes qui sont en outre en lien avec le camp de réfugié.e.s à Lavrio.

Le centre KIFA (Kentro Iatro Farmatiko Athina : centre polyclinique et pharmacie solidaire d'Athènes) se situe dans le quartier d'Omonia à Athènes, dans un appartement d'environ 100 m². C'est une association, indépendante du gouvernement, des partis et des syndicats. Ce n'est pas une ONG, le centre n'est pas aidé par des organismes internationaux. Il fonctionne grâce au travail bénévole de médecins en activité ou en retraite et à des dons nombreux et réguliers de personnes et associations grecques, allemandes, françaises et autres, en nature ou en argent. Il prodigue des médicaments contre ordonnance et des soins de spécialités : ophtalmologie, gynécologie,

dentiste, psychiatrie, dermatologie.

KIFA a été créé en 2013 au moment où la crise provoquait d'énormes lacunes dans le système de santé institutionnel : 6 mois après l'arrêt de leur contrat de travail, les personnes perdaient leur droit aux soins gratuits. Au départ le centre soignait environ 70% de grecs et 30% d'étrangers. Suite à une réforme du système de santé en 2015 toutes les personnes en situation régulière sont couvertes et n'ont plus besoin de KIFA. Le centre reste néanmoins ouvert pour les personnes en situation irrégulière et les personnes qui n'ont pas les moyens de payer la part de dépenses qui reste à leur charge dans le nouveau système.



Au centre KIFA



Le centre ADYE quant à lui se trouve dans le quartier militant d'Athènes, Exarcheia. Le centre est hébergé dans le sous-sol, d'environ 80 m², d'un local collectif squatté. Le centre est complètement indépendant et ne travaille ni avec des représentants de l'Etat, ni avec les partis politiques, ni avec les syndicats qui sont liés aux partis politiques.

Le centre ouvert en 2012 est autogéré via des AG ouvertes, tous les mardis soir. Il propose des soins généralistes, dentaires, d'ophtalmologie, de stomatologie, psychologie, réflexologie, reiki et une pharmacie. Il fonctionne grâce à des médecins bénévoles. Il a trois principales activités, d'une part, il reçoit des personnes

qui n'ont pas les moyens de se payer des soins, pour beaucoup se sont des personnes en situations irrégulières. D'autre part, il aide des centres de réfugiés, comme le camp de Lavrio. Depuis que la croix rouge n'intervient plus sur le site de Lavrio, des médecins du centre s'y rendent tous les 15 jours. Et pour finir, le centre peut délivrer des médicaments à des personnes qui ont une ordonnance à jour. Le centre n'accepte que des dons en nature ou des participations bénévoles et refuse toute transaction financière. Les dons et les bénévoles ont afflué de toutes parts dès le début de leur projet et leur ont donné courage et enthousiasme pour continuer.

La répression syndicale et politique en Turquie

La rencontre a permis de revenir sur les nombreuses luttes qui ont du être menées pour obtenir le droit à la syndicalisation. Si après un processus difficile KESK est créée en 1995, avec la participation de 28 syndicats révolutionnaires/contestataires, l'État ne leur reconnaît cependant pas le droit de négocier et signer des conventions collectives, ni celui de faire grève (Il faudra attendre 2010).

Suite à l'État d'urgence instauré après la tentative de coup d'État de juillet 2016, près de 4000 syndicalistes affiliés à KESK ont été licenciés et exclus de la fonction publique. La plupart d'entre eux-elles sont kurdes.

Les personnes présentes à la rencontre sont toutes inculpées pour soutien au terrorisme. En effet, ce n'est jamais directement leur appartenance à un syndicat ou leur fonction politique qui est mentionnée dans les chefs d'accusation, mais l'État les attaque pour leur participation à des manifestations comme le 1 mai ou le 8 mars, ou à des actions de bouclier humain, ...

Les 3 syndicalistes enseignants par exemple ont été licenciés et condamnés à des peines

de prison pour avoir participé à l'action de bouclier humain en juillet 2015 qui tentait d'arrêter un affrontement entre l'armée turque et le PKK. Le membre de l'association humanitaire Rojava, quant à lui, a été accusé d'aide au terrorisme pour avoir fait parvenir des médicaments au Rojava (Syrie).

La reconnaissance spécifique de la question kurde à l'intérieur des syndicats

Au cours de cette rencontre il est apparu que la question de l'articulation entre les luttes kurdes et la question sociale est très présente en Turquie. Parce que s'y retrouvent Kurdes et Turcs, le syndicalisme en est une illustration. Il est un outil pour mener de front lutte des classes et luttes contre la répression spécifique que les Kurdes subissent, un outil pour lutter contre le nationalisme et le racisme en créant une gauche internationaliste sur des bases de classe.

Le fait que Turcs et Kurdes militent dans le même syndicat a permis d'intégrer progressivement des revendications kurdes, notamment autour de la langue, mais aussi autour de la parité homme/femme.

Témoignage d'un syndicaliste de l'éducation :

« Si on avait milité dans un cadre acceptable pour l'État, si on avait milité par exemple seulement pour demander une augmentation de nos salaires, on aurait pas eu ces problèmes, mais nous, nous sommes convaincus que le problème des droits des travailleurs ne peut pas être résolu sans le problème de démocratie et sans le problème lié à la question kurde en Turquie. Dès qu'un travailleur revendique quelque chose par rapport à la question kurde, la répression va s'abattre contre lui. Mais le collègue turc lui, ne connaît pas cette répression, il n'est pas contraint à l'exil comme nous.(...) Le fait que les travailleurs kurdes et turcs se retrouvent ensemble dans ces syndicats de travailleurs a facilité la création de plateformes communes comme la coalition du HDP ou le HTK : le congrès démocratique des peuples qui réunit des syndicats et des organisations de la société civile. Des luttes communes ont eu lieu : contre la violence dans les écoles, sur les salaires des fonctionnaires, sur le droit des femmes ; par exemple le principe de l'usage de la langue maternelle a fini , après de nombreux débats par être inscrit dans les statuts du KESK »

Nous avons pu présenter l'union syndicale Solidaires et faire part de notre volonté d'entretenir des liens de solidarité envers le mouvement syndical turc.

Les exilé.e.s de Lavrio nous ont fait part de la nécessité d'un soutien politique et matériel envers leurs camarades qui continuent de lutter en Turquie. Il nous ont également fait part de l'importance de faire pression sur le pouvoir politique turc en sollicitant le gouvernement français, et l'opinion publique en général.

caritatives (en particulier, les « convois solidaires » internationalistes et aussi les églises évangélistes d'Europe) les manques sont évidents en produits frais (produits laitiers, fruits et légumes, viandes,). Les besoins sont importants en matière de produits d'entretien pour les locaux (détergents, désinfectants).

Témoignage d'un ancien habitant du camp :

« Nous ne sommes pas ici par plaisir. » témoigne, amer, Sedat, ancien responsable du camp en 2017 aujourd'hui installé ailleurs. « Si dans notre pays il y a la guerre c'est à cause des forces internationales, mais nous ne jugeons pas les peuples d'Europe. Nous aussi nous aimerions vivre dans notre pays. Le besoin majeur est une reconnaissance officielle de ce camp, il y a des personnes des quatre parties du Kurdistan ici. Nous souhaiterions avoir le statut de camp de réfugié malgré les attaques de l'Etat turc. Nous ne voulons pas vivre dans des camps avec des gens qui ont rejoint daesh. L'état turc a tué en plein cœur de Paris nos trois militantes, nous ne voulons pas que ça se répète ici. Ils ont encore une liste de gens à tuer, nos habitants ont encore peur. Et nous voulons les protéger. C'est pourquoi nous voulons ce statut. Le réfugié a un droit, nous demandons aux organisations internationales de nous reconnaître. Les gens qui sont ici ne sont pas des enfants de riche, mais nous tentons tout de même de vivre avec dignité. S'ils pensent que c'est en nous laissant mourir de faim que nous ferons marche arrière, ils se trompent. Je ne veux pas rentrer dans les détails du manque de moyen. Comme toute femme, homme, enfant, bébé, jeune, ceux d'ici ont les mêmes besoins. La nourriture, l'hygiène, et tout ce qu'il faut pour vivre dignement, est-ce que nous avons tout le nécessaire ? Bien sûr que non, mais nous ne voulons pas dramatiser alors qu'il y a la guerre chez nous, que le peuple kurde vit une tragédie. Mettez-vous à notre place, comme chaque citoyen, nous avons le besoin de manger de la viande, de boire du lait. Mais nous essayons de vivre dans des conditions minimales. Je suis ici depuis 5 mois. Au Kurdistan, j'étais responsable du BDP à Bitlis. Ils ont voulu m'emprisonner, et j'ai dû m'enfuir. Peut-être nous ne sommes pas assez courageux pour combattre. » conclut-il avec un sourire amer.

Les habitant.e.s de la structure de Lavrio disent avoir la sensation de « pouvoir » sur leurs vies et de ne pas avoir été habitué.e.s à vivre ce système de démocratie basé sur l'autogestion à la base.

Contrairement à d'autres camps gérés par des organisations étatiques, cela leur permet de se sentir davantage actrices et acteurs de leur parcours, elles/ils ne sont pas "infantilisé.e.s" dans leur quotidien par des ONG ou par l'Etat grec. Plus que les conditions de vie précaire, le plus dur pour les réfugié.e.s

et de subir l'attente et lutter contre l'ennui qui s'installe et le sentiment de ne pas maîtriser le cours des événements. L'auto-organisation leur fournit une occasion de re-prendre prise sur celui-ci. Néanmoins, le rapport toujours fluctuant des autorités grecques au camp et les solidarités aléatoires rendent difficile de se projeter au-delà d'une gestion du quotidien. Fin 2018, la situation était critique, aucune livraison solidaire n'ayant été effectuée depuis fin octobre aux habitant.e.s.

Les annonces de l'état turc début 2019 d'une offensive sur le nord de la Syrie laissent à craindre l'arrivée massive d'exilé.e.s, comme au moment de l'attaque sur Afrin. **Le camp a donc plus que jamais besoin d'une solidarité internationale concrète et d'un soutien politique.**

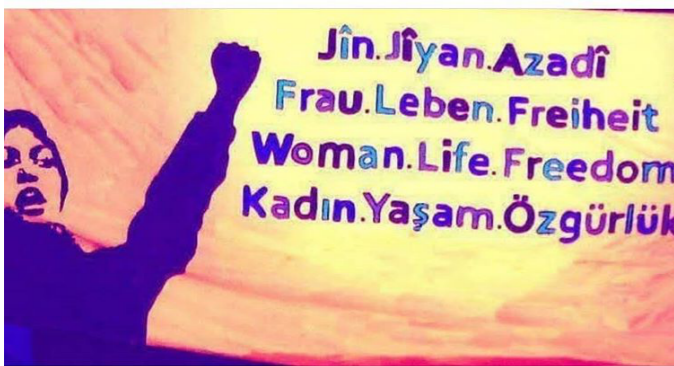


L'expérience de la non mixité

Le mouvement des femmes kurdes n'a cessé de grandir depuis la naissance du PKK. Dans les années 90, des structures politiques féminines commencent à se créer, et le mouvement des femmes développe sa propre théorie politique, la théorie de la rupture, où la libération féminine est considérée comme le préalable à la lutte pour la liberté.

Les femmes de la délégations ont rencontré une partie des femmes kurdes du camp afin d'aborder avec elles leurs luttes en tant que femme. Les femmes présentes étaient de tout âge. Nous étions cinq, elles étaient une trentaine.

Les femmes présentes à la réunion commencent par nous dire que les réunions non-mixtes entre femmes sont une pratique habituelle. Elles y échangent sur plusieurs types de sujets comme la politique ou la condition des femmes. Elles précisent que cela fait longtemps qu'il n'y a pas eu ce genre de réunion au camp de Lavrio. Elles poursuivent en disant que très fréquemment, de manière non prévue, elles se retrouvent entre femmes, mais qu'elles pensent qu'il serait important que ces réunions se formalisent davantage.



Après ces quelques échanges, une femme nous raconte son histoire. Comment était sa vie avant, pourquoi et comment elle est arrivée ici. Puis, d'autres l'imitent, elles nous racontent leurs histoires. C'est un moment fort en émotion pour la salle. Les femmes nous expliquent que le vécu des personnes est toujours à l'ordre du jour dans leurs discussions. Elles en parlent beaucoup et sont solidaires entre elles.

Avant la révolution les femmes étaient presque toutes soumises aux hommes. **Après la révolution, à partir de 2013, elles ont ouvert des « maisons de femmes » dans les villes. Ces maisons sont gérées par elles. Elles ont été créées pour être un lieu de réunions non mixtes, un lieu d'accueil ou d'hébergement, mais également un lieu de règlement des conflits.** Cela pouvait être un conflit entre deux femmes ou entre une femme et un homme (un père ou un mari). Les femmes pouvaient divorcer, et si la raison du divorce était la polygamie, les hommes étaient condamnés à une amende et à l'interdiction de se remarier.

Au départ, la création de ces maisons n'a pas été acceptée par tous les hommes, certains y étaient opposés et une pression interne à la famille était exercée pour que les femmes ne s'y rendent pas. Or, en raison de la politique féministe du PKK, les hommes ne pouvaient plus vraiment s'y opposer et peu à peu les pratiques de non mixité ont commencé à entrer dans les mœurs.

Une autre difficulté a été que, par manque d'éducation et par méconnaissance de ces maisons, toutes les femmes ne s'y rendaient pas. Il y avait donc un travail politique de sensibilisation et d'information à effectuer.

Rencontre avec des syndicalistes et militant-e-s politiques exilé.e.s

La question du mouvement kurde est intrinsèquement liée à la question des luttes syndicales et du mouvement social en Turquie. En effet, le droit à la syndicalisation a été obtenu par la lutte et dans cette lutte, les Kurdes ont joué un rôle très actif. De ce combat est notamment né KESK, la confédération des syndicats de la fonction publique. Ces derniers défendent un syndicalisme de classe, où militent côte à côte turcs et kurdes. (cf la brochure sur *Le syndicalisme en Turquie et dans le mouvement kurde* réalisée par des camarades de Solidaires)⁹



Notre délégation a rencontré des syndicalistes et militant.e.s exilé.e.s au camp de Lavrio . Il y avait notamment trois travailleurs de l'éducation , syndiqués à Egitim Sem, qui ont occupé des fonctions dans l'administration du syndicat (trésorier, délégué), un travailleur de la santé du syndicat SES, un membre de l'association humanitaire turque Rojava, un étudiant membre de la jeunesse kurde du HDP⁸, une conseillère municipale de Birecik, une co-maire d'un district de Diyarbakir, toutes deux destituées en 2016.

Si les militant-e-s syndicalistes kurdes et les forces de gauche dans leur ensemble ont toujours fait l'objet de répression de la part du pouvoir politique il faut noter une recrudescence des attaques et menaces qui pèsent sur les militant.e.s depuis la tentative de coup de d'État en Turquie en 2016. Depuis cette date le nombre de licenciement de fonctionnaires, de mutations forcées, de destitution d'élue-e-s politiques, d'assassinats, d'incarcérations, s'est accru. Cette situation contraint les militant-e-s à l'exil. Nombre d'entre elles/eux se retrouvent de fait à séjourner dans le camp de Lavrio pour une durée de 6 mois à un an en moyenne, avant de rejoindre des pays comme l'Allemagne, la Suisse ou la France.

Au delà de l'aide matérielle concrète, l'objectif de ce convoi syndical à Lavrio, était bien de poursuivre le lien de solidarité internationale avec ces militant-es politiques contraint-e-s à l'exil et qui s'organisent dans le camp de Lavrio selon des principes d'autogestion.

A travers cette réunion à proprement parlé, il s'agissait d'essayer de comprendre ce que traversent les syndicalistes en Turquie, d'observer comment s'opère la reconnaissance spécifique de la question kurde à l'intérieur des syndicats et de voir comment renforcer et rendre plus réguliers les liens de solidarité entre notre organisation syndicale Solidaires et le mouvement syndical en Turquie et/ou les militant.e.s en exil.